



*L'information des campus et des centres de recherche pour le monde,
L'information du monde pour les campus et les centres de recherche*



Sciences-Campus Info

Science - Politique - Education - Société - Economie

Quotidien N° 053 du dimanche 12 juin 2016 / Tél: +226 76 60 97 21/+226 25 37 36 39 BURKINA FASO

Version numérique

Amorce

Suivez nous chaque jour sur www.sciences-campus.info

Education

Dédougou : la culture à l'honneur chez les tous petits



Defilé de mode des tous petits

Ce jeudi matin, les élèves du centre d'Eveil et d'Education préscolaire des sœurs étaient vêtus chacun en tenue traditionnelle.

En présence des encadreurs, parents, amis et invités, les enfants de trois (03) à six (06) ans ont valorisé chacun à sa manière la culture

du groupe ethnique auquel il appartient.

Après une messe d'Actions de Grâce dite par Monsieur l'Abbé Apollinaire YAKORO, messe qui a d'ailleurs marqué le début officiel de la journée traditionnelle du centre, les enfants ont livré un beau spectacle à toute l'assistance.

C'est donc à travers un défilé de mode, des ballets, des sketches, des Play back et autres que les enfants ont émerveillé le public.

Ayant chacun reçu un cadeau, les tous petits n'ont pas hésité à manifester leur joie. Et c'est après un repas fraternel que la cérémonie a pris fin.

Le centre a accueilli pour cette année scolaire cent soixante-trois (163) enfants.

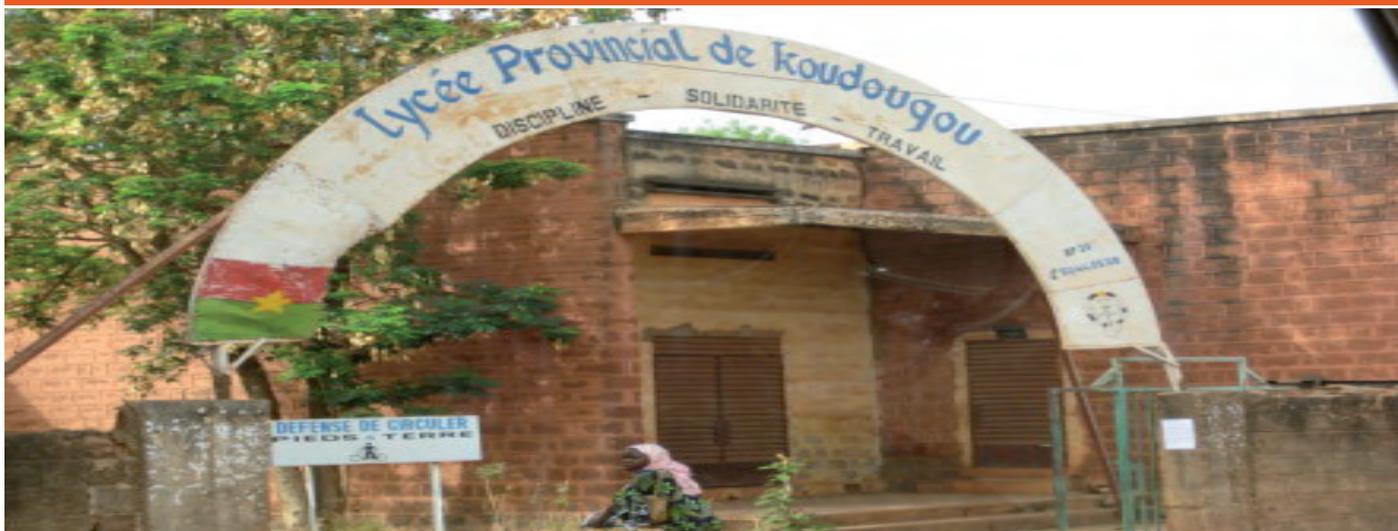
Rendez-vous est donc pris pour octobre 2016.

En attendant, bonnes vacances à tous.

Blaise SAMA pour SCI



Examen du BEPC: Résultats boycottés dans le Boulkiemdé



Entrée principale du Lycée Provincial de Koudougou

Pendant que certains candidats du BEPC au BURKINA connaissent déjà leur sort depuis la matinée du jeudi 9 juin 2016, d'autres en l'occurrence ceux du Boulkiemdé ne savaient toujours pas sur quel pied danser. Les enseignants ont décidé de mener un sit in pour demander la réparation d'une injustice commise à l'endroit de deux des leurs.

Les candidats du Brevet d'Etude du Premier Cycle (BEPC) après la composition attendaient leurs résultats pour le jeudi 9 juin 2016 dans la ville de Koudougou. Ce qui témoigne la prise d'assaut des centres d'examens dès les premières heures du jour par les élèves et leurs parents.

A notre arrivée aux environs de 15h sur le site du Lycée Provinciale de Koudougou, c'est une ambiance bien tendue avec une inquiétude qui se lisait sur les visages des candidats venus attendre leurs résultats depuis la matinée. C'est au bord des larmes que BADO Carine candidate au BEPC, nous a confié qu'elle était là depuis le matin et attendait avec impatience les résultats. Elle a avoué par la suite n'être au courant de quoi que ce soit sur la situation.

Sur les 6 jurys que compte le centre d'examen du Lycée Provinciale de Koudougou s'est seulement les membres d'un seul jury que nous avons

trouvé sur place et le président de ce jury s'est réservé de répondre à nos questions, nous renvoyant du côté des enseignants.

C'est donc BAMA Raphael, responsable à l'organisation et à l'information du secteur F-SYNTER de Koudougou qui a bien voulu répondre à nos questions. Pour lui, ce qui se passe au Lycée Provinciale de Koudougou est une illustration de ce qui se passe sur le plan national, un peu partout au Burkina. D'après ses propos cela a un rapport avec deux de leurs qui ont vu le versement mensuel de leur salaire suspendu depuis le mois de mai. Pour lui, ceux qui ont effectué cet acte avancent que les enseignants ont été affecté par le Ministère de l'Enseignement National MENA et nommés à des postes de directeur de Collège d'Enseignement Général (CEG) et ces derniers n'ont pas obéit en rejoignant les postes. Pourtant ces deux enseignants, toujours selon BAMA Raphael, ils avaient postulé au compte du Ministère de l'Enseignement Secondaire et Supérieur MESS qui à l'issue de leurs formations avaient été affectés par ce ministère et ont servi régulièrement de la rentrée jusqu'à la fin de l'année scolaire. Il ajoute pour justifier le refus de leurs camarades à se soumettre aux injections du MENA que la réglementation interdit qu'on impose à un agent un poste de nomination. Il devrait y avoir un préalable

dont une consultation des intéressés qui sur la base de leurs avis favorables occupent le poste où ils ont été nommés ce qui n'a pas été fait car leurs camarades n'ont pas été approché encore moins leur avis favorable ou non n'a pas compté.

Le syndicat a invité sur la base des documents envoyés par le bureau national leurs camarades à observer un sit in dans tous les centres où il y'a des jurys. Pour le Boulkiemdé le Quartier Général (QG) a été installé au lycée Provinciale. Toutefois, des équipes mobiles sillonnent les autres établissements où siègent les jurys pour mener des échanges d'explications avec les présidents de jury et les candidats qui viennent attendre leurs résultats. BAMA Raphael ajoute que le syndicat n'est pas contre les examens et que les enseignants ont aussi leurs enfants parmi les candidats mais ils ont le devoir de se battre contre l'injustice dont sont victimes leurs camarades. C'est pourquoi si rien n'est fait dans le sens de rétablir leurs camarades dans leurs droits le sit in sera maintenu jusqu'à nouvel ordre.

A l'heure où nous bouclions ces lignes aucun changement n'était constaté. Vivement qu'un consensus soit trouvé pour soulager les candidats qui attendent leurs résultats.

Faruk KOIRA pour SCI



Certificat d'Etudes Primaires (CEP)

Les Hauts-Bassins accueillent trente-neuf mille sept cent cinquante-six (39 756) candidats pour l'examen



Le Gouverneur de la région des Hauts-Bassins Antoine Atiou a donné le top départ de l'examen du CEP

Les épreuves écrites du certificat d'étude primaire ont été lancées le mardi 7 juin 2016. La Région des Hauts Bassins enregistre trente-neuf mille sept cent cinquante-six (39 756) candidats répartis dans les provinces du Houet, du Tuy et du KénéDougou.

Le top départ a été donné par le gouverneur de la région des Hauts-Bassins Antoine Atiou. Les candidats au « précieux sésame » ont pu ainsi démarrer l'examen. Le gouverneur a par ailleurs émis le souhait que les candidats s'appliquent et qu'ils réussissent à leur premier examen. Il a également souhaité que les épreuves se passent dans une bonne atmosphère comme par le passé, afin que les épreuves soient administrées et corrigées pour des délibérations sans difficultés. Les statistiques en rapport avec la participation des candidats à l'examen du

certificat d'étude primaire ont observé une croissance au niveau national. En effet, de trois cent trente mille six cent trente-quatre (330 634) candidats en 2015, nous avons enregistré trois cent quarante-huit mille six cent treize (348 613) candidats à la session de 2016, soit un taux d'accroissement de 5,43%, avec 47,81% de garçons et 52,19% de filles.

Les personnes vivants avec un handicap sont cette année au nombre de deux cent un (201) dont trente-neuf (39) non-voyants, quarante-huit (48) malvoyants, cent vingt-deux (122) malentendants et deux (02) handicapés moteurs ; avec un taux de croissance de 18,54% par rapport à 2015.

Les candidats bilingues sont également en nombre, avec trois mille quarante-huit (3048) personnes soit un taux de croissance de 68,72%.

Le CEP 2016 au Burkina Faso a donc montré à tous les niveaux une variation positive du nombre de candidats.

Et pour maintenir le niveau au top, le gouvernement a alloué la somme de trois milliards sept cent quatre-vingt-quatre millions six cent trente-six mille neuf cent soixante-treize (3 784 636 973) F CFA pour l'organisation de l'examen, avec autour cinquante mille neuf cent (50 900) acteurs et trois mille quatre cent soixante-dix (3 470) agents de sécurité qui vont assurer la transparence des épreuves des mille sept cent trente-cinq (1 735) salles de composition.

A.B. Nicole OUEDRAOGO pour SCI



Conseil des ministres



Compte rendu du conseil des ministres du vendredi 10 juin 2016

Le Conseil des ministres s'est tenu à Ouagadougou, le vendredi 10 juin 2016, en séance ordinaire, de 10 H 30 mn à 14 H 30 mn, sous la présidence de Son Excellence Monsieur Roch Marc Christian KABORE, Président du Faso, Président du Conseil des ministres.

Il a délibéré sur les dossiers inscrits à son ordre du jour, entendu des communications orales, procédé à des nominations, et autorisé des missions à l'étranger.

I. DELIBERATIONS

I.1. AU TITRE DU PREMIER MINISTERE

Le Conseil a adopté un décret portant création, organisation et fonctionnement du Mécanisme national d'alerte précoce et de réponses aux risques sécuritaires. Ce Mécanisme a pour mission principale de réduire, grâce à une meilleure collaboration avec la Direction de l'alerte précoce de la CEDEAO, le délai constaté entre les alertes aux crises et les réponses proposées pour les prévenir.

L'adoption de ce décret permet de doter le Mécanisme national d'alerte précoce et de réponses aux risques sécuritaires d'une base juridique lui permettant d'assurer efficacement ses missions.

I.2. AU TITRE DU MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE, DE LA DECENTRALISATION ET DE LA SECURITE INTERIEURE

Le Conseil a adopté un décret accordant une subvention aux collectivités territoriales pour la prise en charge salariale des agents recrutés et formés dans les instituts régionaux d'administration de l'Est et des Hauts-Bassins.

L'adoption de ce décret permet d'octroyer une subvention de un milliard quatre cent dix millions trois cent huit mille sept cent vingt (1 410 308 720) francs CFA aux collectivités territoriales concernées au titre de la période 2016-2020, pour la prise en charge salariale de ces agents, conformément à la Stratégie nationale de renforcement des capacités des acteurs de la décentralisation, adoptée le 05 juillet 2012.

I.3. AU TITRE DU MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES, DE LA COOPERATION ET DES BURKINABE DE L'EXTERIEUR

Le Conseil a examiné un projet de loi portant autorisation de ratification de la Convention d'UNIDROIT sur les biens culturels volés ou illicitement exportés, adopté à Rome, le 24 juin 1995.

Cette Convention vise une meilleure protection juridique du patrimoine culturel et permet à notre pays de se conformer aux engagements internationaux.

Le Conseil a marqué son accord pour la transmission du projet de loi à l'Assemblée nationale.

I.4. AU TITRE DU MINISTERE DE L'ECONOMIE, DES FINANCES ET DU DEVELOPPEMENT

Le Conseil a adopté un rapport relatif aux orientations pour la gestion budgétaire de l'année 2016.

Au titre des ressources, il s'agira de poursuivre l'optimisation de la mobilisation des ressources propres dans l'optique d'une prise en charge accrue sur ressources propres des dépenses d'investissements.

Au titre de l'efficacité de l'exécution des dépenses, les actions identifiées porteront sur le renforcement de la déconcentration et des délégations, la mise en œuvre d'actions portant sur la qualité de la dépense publique et la poursuite des cadres de concertation des acteurs de la dépense publique.

Un accent sera mis sur les mesures portant sur la réduction du train de vie de l'Etat, en vue de rationaliser les dépenses de fonctionnement de l'Administration avec pour effet de libérer davantage de ressources pour les investissements structurants.

L'adoption de ce rapport vise une mobilisation optimale des ressources propres et une meilleure efficacité dans l'exécution des dépenses.

I.5. AU TITRE DU MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET DE L'INNOVATION

Le Conseil a adopté un rapport portant organisation à Ouagadougou de la 45ème session ordinaire du Conseil des ministres de l'Ecole inter-Etats des sciences et médecine vétérinaires (EISMV) de Dakar.

L'Ecole inter-Etats des sciences et médecine vétérinaires de Dakar, dont le Bur-

kina Faso est membre fondateur, est une institution sous-régionale regroupant quinze (15) pays de l'Afrique de l'Ouest, du Centre ainsi que le Rwanda.

Le Conseil a marqué son accord pour l'organisation à Ouagadougou en septembre 2016 de la 45ème session ordinaire du Conseil des ministres de l'Ecole inter-Etats des sciences et médecine vétérinaires.

I.6. AU TITRE DU MINISTERE DES SPORTS ET DES LOISIRS

Le Conseil a adopté un rapport relatif à la pratique du sport dans les services publics.

L'adoption de ce rapport vise à encourager la pratique du sport dans les services, ainsi que l'implication des responsables de départements ministériels et d'institutions, en vue de dynamiser l'activité sportive dans l'Administration publique au Burkina Faso.

II. COMMUNICATIONS ORALES

II.1. La ministre déléguée auprès du ministre des Affaires étrangères, de la coopération et des burkinabè de l'extérieur chargée de la coopération et des burkinabè de l'extérieur a fait au Conseil le bilan de la participation de Son Excellence Monsieur Roch Marc Christian KABORE, Président du Faso, à New York aux Etats Unis, du 6 au 9 juin 2016, à la réunion de haut niveau sur le VIH/SIDA.

Lors de son séjour, le Président du Faso a eu un tête-à-tête avec Monsieur BAN Ki-Moon, Secrétaire général des Nations unies à New York.

Le Président du Faso, s'est également entretenu avec le Dr Michel SIDIBE, Directeur exécutif de l'ONUSIDA, Madame Helen CLARK, Administrateur général du Programme des Nations unies pour le Développement (PNUD) et le personnel de la Mission permanente du Burkina Faso auprès des Nations unies.

Par ailleurs Son Excellence Monsieur Roch Marc Christian KABORE a coprésidé avec Madame Lorena Castillo de Varela, Première Dame du Panama, deux panels sur les thèmes : « financement en vue de mettre fin au Sida : une fenêtre d'opportunité » et « mettre fin aux nouvelles infections ».

Enfin, il a eu des échanges directs et fructueux avec la communauté burkinabè de New-York.

La ministre déléguée auprès du ministre des Affaires étrangères, de la coopération et des burkinabè de l'extérieur chargée de la coopération et des burkinabè de l'extérieur a également fait au Conseil le bilan de la participation de Son Excellence Monsieur Roch Marc Christian KABORE, Président du Faso, à la 49ème Session Ordinaire de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et à la Session extraordinaire de l'Union économique et monétaire Ouest-africaine (UEMOA), les 04 et 05 juin 2016, à Dakar au Sénégal.

Le Président du Faso et ses pairs ont échangé sur les préoccupations majeures de la communauté au nombre desquelles le maintien de la paix et de la sécurité.

III. NOMINATIONS

III.1. NOMINATIONS DANS LES FONCTIONS INDIVIDUELLES

A. AU TITRE DE LA PRESIDENCE DU FASO

Monsieur Halidou OUEDRAOGO, Avocat, est nommé Président de la Commission constitutionnelle.

B. AU TITRE DU CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL

Monsieur Paulin BANAO, Mle 58 692 U, Administrateur des services financiers, 1ère classe, 2ème échelon, est nommé Chef de département des affaires administratives et financières.

C. AU TITRE DU PREMIER MINISTERE

- Monsieur Moubasséra KIRAKOYE, Mle 49 739 G, Agent public, 1ère classe, 11ème échelon, est nommé Directeur du protocole ;

- Monsieur Atéridar Galip SOME, Mle 98 281 Y, Conseiller en sciences et techniques de l'information et de la communication, 1ère classe, 4ème échelon, est nommé Directeur de la communication et de l'information.



D. MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE, DE LA DE-CENTRALISATION ET DE LA SECURITE INTERIEURE

Monsieur Zida Nestor BAMBARA, Mle 216 458 V, Administrateur des services financiers, 1ère classe, 3ème échelon, est nommé Directeur des marchés publics.

E. AU TITRE DU MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET DE L'INNOVATION

Monsieur Amadou TRAORE, Mle 58 518 G, Maître de recherche, catégorie P2, est nommé Secrétaire permanent à l'énergie atomique.

F. AU TITRE DU MINISTERE DES RESSOURCES ANIMALES ET HALIEUTIQUES

- Monsieur Nonkéba Alexis ZABSONRE, Mle 18 026 F, Ingénieur d'élevage, 3ème classe, 4ème échelon, est nommé Chargé de missions ;

- Monsieur Oumarou WANGO, Mle 23 805 M, Ingénieur d'élevage, 2ème classe, 8ème échelon, est nommé Chargé de missions ;

- Monsieur Philippe GAMPENI, Mle 26 912 T, Ingénieur d'élevage, 2ème classe, 9ème échelon, est nommé Conseiller technique ;

- Monsieur Baobsom Dominique KISSOU, Mle 21 331 L, Ingénieur d'élevage, 2ème classe, 8ème échelon, est nommé Inspecteur technique des services ;

- Monsieur Ludovic Emmanuel BAMBARA, Mle 22 399 S, Ingénieur d'élevage, 2ème grade, 9ème échelon, est nommé Inspecteur technique des services ;

- Madame Aïssata BARRY, Mle 46 873 R, Conseiller en gestion de ressources humaines, 1ère classe, 10ème échelon, est nommée Inspecteur technique des services ;

- Madame Aïssata Laetitia FORO/DARGA, Mle 26 909 S, Ingénieur d'élevage, 2ème classe, 8ème échelon, est nommée Inspecteur technique des services ;

- Monsieur Issa SAWADOGO, Mle 52 110 F, Ingénieur d'élevage, 1ère classe, 10ème échelon, est nommé Directeur général des études et des statistiques sectorielles ;

- Monsieur Issa SIDIBE, Mle 26 900 T, Ingénieur d'élevage, 3ème classe, 4ème échelon, est nommé Directeur général de l'insectarium de Bobo-Dioulasso et de la Campagne d'éradication des mouches tsé-tsé et de la trypanosomiase ;

- Monsieur Mamadou PARE, Mle 26 903 V, Docteur vétérinaire, 3ème classe, 5ème échelon, est nommé Directeur de l'école de lutte anti tsé-tsé ;

- Madame Sophie Agnès KIMA, Mle 215 300 K, Ingénieur d'élevage, 1ère classe, 4ème échelon, est nommée Directrice de la sécurisation de l'espace pastoral ;

- Monsieur Lassina DAO, Mle 22 213 Z, Ingénieur d'élevage, 1ère classe, 8ème échelon, est nommé Directeur de l'aménagement de l'espace pastoral ;

- Monsieur Seydou KOANDA, Mle 79 485 D, Ingénieur d'élevage, 1ère classe, 7ème échelon, est nommé Directeur régional des Ressources animales et halieutiques des Hauts-Bassins ;

- Monsieur Jean HARO, Mle 31 866 E, Ingénieur d'élevage, 1ère classe, 4ème échelon, est nommé Directeur régional des Ressources animales et halieutiques du Centre.

G. AU TITRE DU MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ECONOMIE VERTE ET DU CHANGEMENT CLIMATIQUE

- Monsieur Youssouf OUATTARA, Mle 23 863, Administrateur civil, 3ème classe, 5ème échelon, est nommé Chargé de missions ;

- Monsieur Martial ZOUNGRANA, Mle 84 996 B, Enseignant chercheur, est nommé Directeur national de l'Autorité nationale de radioprotection et de sûreté nucléaire ;

- Monsieur Wango Fidèle YAMEOGO, Mle 58 778 P, Inspecteur du Trésor, 1ère classe, 5ème échelon, est nommé Directeur général du Fonds d'intervention pour l'environnement ;

- Madame Colette ZOETIYENGA/YAMEOGO, Mle 26 873 M, Inspecteur des eaux et forêts, 1ère classe, 14ème échelon, est nommée Chargée d'études ;

- Monsieur Saïdou Mahoumoudou SORO, Mle 47 807 V, Inspecteur des eaux et forêts, 1ère classe, 1er échelon, est nommé Directeur de la promotion et de la valorisation des produits forestiers non ligneux ;

- Monsieur Benoît DOAMBA, Mle 29 243 F, Inspecteur des eaux et forêts, 2ème classe, 6ème échelon, est nommé Directeur de la faune et des ressources cynégétiques ;

- Monsieur François BAYILI, Mle 43 150 J, Inspecteur des impôts, 1ère classe, 6ème échelon, est nommé Directeur des finances et de la comptabilité du Fonds d'intervention pour l'environnement ;

- Monsieur Amédée Narcisse NIKIEMA, Mle 31 930 G, Inspecteur des eaux et forêts, 1ère classe, 6ème échelon, est nommé Directeur des inspections et des audits environnementaux ;

- Monsieur Becquet Polycarpe BATIONO, Mle 254 856 B, Ingénieur de conception en vulgarisation agricole, 1ère classe, 1er échelon, est nommé Directeur de la promotion en entrepreneuriat et des investissements verts.

H. AU TITRE DU MINISTERE DE LA FEMME, DE LA SOLIDARITE NATIONALE ET DE LA FAMILLE

- Monsieur Charles SOME, Mle 17 309 Z, Administrateur Civil, 1ère Classe, 13ème échelon, est nommé Inspecteur technique des services ;

- Monsieur Pierre SEDOGO, Mle 27 830 R, Psychologue, 1ère classe, 14ème échelon est nommé Inspecteur technique des services ;

- Monsieur YAMBA Jules DJIGUEMDE, Mle 15 363 V, Administrateur civil, 2ème classe, 8ème échelon, est nommé Inspecteur technique des services ;

- Madame Aimée SANON/OUATTARA, Mle 22 512 M, Administrateur civil, 1ère classe, 13ème échelon, est nommée Inspecteur technique des services ;

- Madame Jeanne NYAMEOGO/YANKINE, Mle 29 459 Z, Sociologue, 2ème classe, 7ème échelon, est nommée Inspecteur technique des services ;

- Monsieur Arzouma Cyrille GAMBO, Mle 26 958 G, Administrateur des Affaires sociales, 1ère classe, 14ème échelon, est nommé Inspecteur technique des services ;

- Madame Clarisse Marie Irène KIMA/KABORE Mle 18 186, Administrateur civil, 3ème classe, 5ème échelon, est nommée Inspecteur technique des services ;

- Monsieur Tindaogo Gabriel KIEMDE, Mle 15 351 P, Inspecteur d'éducation spécialisée, 2ème classe, 8ème échelon, est nommé Inspecteur technique des services ;

- Monsieur Yabrè Jean Francis OUEDRAOGO, Mle 18 820 P, Administrateur des affaires sociales, 2ème Classe, 13ème échelon, est nommé Inspecteur technique des services ;

- Monsieur Bawa BASSOLET, Mle 220 408 L, Conseiller d'éducation Féminine, 1ère classe, 3ème échelon, est nommé Inspecteur technique des services.

III.2. NOMINATION DANS LES CONSEILS D'ADMINISTRATION AU TITRE DU MINISTERE DE LA JEUNESSE, DE LA FORMATION ET DE L'INSERTION PROFESSIONNELLE

Le Conseil a adopté un décret portant nomination de Monsieur Tanga Pierre ZOUNGRANA, Mle 29 297 S, Professeur titulaire de géographie, Administrateur représentant l'Etat au titre du ministère de l'Enseignement supérieur, de la recherche scientifique et de l'innovation au Conseil d'Administration de l'Observatoire national de l'emploi et de la formation (ONEF), pour un premier mandat de trois (03) ans.

Le Ministre de la Communication et des Relations avec le Parlement, Porteparole du gouvernement,

Rémis Fulgance DANDJINO

Vos offres d'emploi au quotidien sur



www.jobs-campus.com



Téléchargez le quotidien numérique Sciences-Campus Info du lundi au dimanche. 7 numéros dans la semaine.



Avis de recrutement



Poste: Responsable de programme Eau-Assainissement

Type d'emploi: CDD

Pays: Afrique, Tchad

Adresse: Coordination sud

Date limite de dépôt des dossiers: 26/06/2016

Description :

ID au Tchad

ID intervient depuis plus de 10 ans à Moundou (sud-ouest), et est aujourd'hui reconnue comme un acteur légitime du développement local.

L'intervention d'ID à Moundou a débuté par un projet de prise en charge globale du VIH/sida, mené en étroite collaboration avec l'ensemble des acteurs de la ville. En 2009, c'est une Association tchadienne, l'Association Djenandoum Naasson qui reprend les activités du projet, après avoir été accompagnée et formée par ID.

Depuis 2006, ID est également impliquée dans les secteurs de l'eau et l'assainissement, de l'éducation, puis du développement local (2011), toujours en lien très étroit avec les acteurs locaux de la ville et de la région, qu'ils soient associatifs, institutionnels, communautaires... Un programme de développement d'une filière de cuiseurs économes a aussi démarré en juin 2015. Les équipes de ces programmes partagent le même bureau. Elles sont supervisées par une directrice pays Tchad et appuyées par un administrateur.

Descriptif du projet

Les activités du volet eau s'inscrivent dans la continuité d'un partenariat avec l'ONG tchadienne AGIR initié en 2006. AGIR (8 salariés) intervient sur 50 villages dans tout le sud du pays, en appui à la gestion de l'eau sur une aire d'intervention de plus de 300 km autour de Moundou.

Pour ce nouveau cycle de financement de trois ans, ID et AGIR ont défini un projet axé sur la professionnalisation des métiers de l'eau pour améliorer la pérennité du service. Un système de maintenance de proximité, plus efficace et moins coûteux, sera ainsi testé sur une dizaine de sites, avec la formation de maintenanciers « de premier niveau ». Les associations d'usagers de l'eau et les exploitants bénéficieront aussi de formations.

Le renforcement d'AGIR par ID est également au cœur de ce projet et a fait l'objet d'ateliers communs pour identifier les besoins de l'association. L'accompagnement d'ID a en effet jusqu'ici porté sur les activités d'AGIR et non sur la structure en elle-même. Ce renforcement s'inscrit également dans la perspective d'une expansion des activités d'AGIR, avec la création d'une centaine d'AEP dans le cadre du 10 et du 11ème FED.

Le volet eau comprend un volet d'investissement avec la supervision de 17 marchés d'extension ou de réhabilitation de réseaux sur la zone.

Enfin, un volet de valorisation carbone lié à l'installation de pompes à chlore lors de la précédente phase est prévu.

Le volet assainissement du programme existe depuis 3 ans. Une première phase a permis de définir les bases solides d'un sanimarché sur la ville de Moundou avec :

- La conception d'une offre technique et commerciale avec une gamme de 4 latrines proposées aujourd'hui à la vente,

- L'identification et la formation des acteurs de la filière sur Moundou : 5 vendeurs, un entrepreneur en charge de la gestion des stocks et du contrôle qualité, une dizaine de maçons formés à la fabrication, un vidangeur.

- La réalisation d'une étude sur la valorisation des boues de vidanges (compostage/séchage).

Cette seconde phase du projet vise trois objectifs :

- Optimisation des processus de fabrication pour réduire les coûts de construction

- Passage à l'échelle des ventes de latrines, avec un objectif de 230 latrines domestiques vendues (aujourd'hui 50) et réflexion à conduire sur l'autonomisation de la filière,

- Construction de 4 blocs de latrines publiques en respectant une démarche de développement local, en concertation avec la population sur le lieu d'implantation, le mode de gestion, la prise en charge de l'entretien,

- Organisation d'un volet de sensibilisation important dont la mise en œuvre sera confiée à des associations locales

- L'amélioration de l'aval de la filière par la formation et l'accompagnement à la vidange.

Principales missions

- Planification et suivi de l'ensemble des activités du programme

- Recrutement, management et gestion d'une équipe de 9 personnes composée :

- Sur le volet eau : d'un coordinateur technique chargé du suivi des travaux et d'un assistant technique expatrié détaché auprès d'AGIR

- Sur le volet assainissement : d'un coordinateur technique (déjà en poste), d'un coordinateur mobilisation sociale, d'une gestionnaire filière/assistante commerciale (en poste) et de 3 vendeurs.

- Gestion administrative et financière du projet : budget de 1,5 M d'€ sur 3 ans
- Gestion du partenariat avec AGIR et les partenaires du volet eau (entrepreneurs, vidangeurs, associations...)

- Reporting narratif du projet, vis-à-vis des bailleurs de fonds et en interne : SEDIF, AELB, grand Poitiers, fondation suez..

- Capitalisation des activités au sein de son programme

- Représentation du programme vis-à-vis des autorités locales au Tchad, en lien étroit avec la directrice pays

Le/la RP aura à se déplacer régulièrement sur les sites d'intervention du programme

Encadrement / appui sur place et au siège

Le/la responsable de programme sera appuyé et supervisé :

- Il/elle sera sous la responsabilité hiérarchique d'une directrice pays (basée au Tchad) expatriée qui est responsable de l'encadrement et du développement des interventions d'ID au Tchad (cohérence entre les programmes, respects des engagements...). La directrice pays est responsable de la sécurité des équipes d'ID au Tchad et assure l'interface avec le siège et les partenaires financiers des programmes.

- Le/la responsable de programme bénéficie en outre de l'appui d'un administrateur expatrié (basé également à Moundou), dont le rôle est d'appuyer au quotidien le/la RP dans la gestion administrative financière et logistique de son programme.

- Il/elle bénéficiera de l'appui technique du pôle E&A ainsi que des services du siège (Service finances, Com, RH) et du pôle partenariat.

Contexte du poste

Le poste est basé à Moundou.

Située à 500 km de N'Djamena, Moundou compte près de 200.000 habitants. Seconde agglomération du pays et poumon économique du Tchad (conton, pétrole..), Moundou est une ville verte, calme et agréable à vivre, bordée par le fleuve Logone.

Les divertissements sont peu développés mais on y trouve tout de même quelques restaurants européens ainsi que des équipements sportifs (piscine, salle de sport, stade) et des supérettes basiques pour les besoins essentiels.

La proximité de zones en crise (Centrafrique, Cameroun et Nigeria) impose une certaine vigilance / coordination avec le reste de l'équipe, notamment lors des déplacements en dehors de la ville, ainsi qu'un comportement responsable à titre privé. Si les déplacements en dehors de Moundou à titre privé sont limités, ils sont peu contraints en ville.

Pendant son séjour, le/la RP devra s'engager à respecter les consignes de sécurité.

Au niveau sanitaire, la zone est impaludée de niveau 3. Un traitement prophylactique, en saison des pluies en particulier, est vivement recommandé.

Les conditions de confort au quotidien restent globalement très basiques : accès à l'électricité très incertain sans groupe électrogène, eau courante non garantie, commerces limités...

L'hébergement est à la charge du/de la RP mais l'équipe sur place est chargée de l'accueil de l'expatrié et le soutient dans toutes ses recherches et démarches (obtention visa longue durée, recherche d'un hébergement, ameublement, gardiennage, équipement..).

Ville Moundou

Expérience

Profil souhaité : formation supérieure en eau et assainissement ou formation généraliste avec une expérience significative dans le secteur.

Expérience professionnelle significative d'au moins 3 ans.

Une expérience d'encadrement de personnel et de gestion de projet

Expérience en maîtrise d'ouvrage ou maîtrise d'œuvre d'infrastructures

Fonctions Coordination, Gestion de projet

Activités Génie civil, Hydraulique

Localisation(s) géographique(s) Afrique, Tchad

Contrat CDD

Durée du contrat

Engagement sur 18 mois

Salaire / Indemnité

Salaire de 1745 € brut. Indemnité de vie supplémentaire de 832 € ; Complément si conjoint. Couverture sociale complète : maladie (mutuelle), retraite, Plan épargne Entreprise

Assurance Rapatriement

Vol A/ R pris en charge une fois/an pour le salarié et son conjoint

Le poste n'est pas ouvert aux familles.

Documents à envoyer

CV + LM

Nom de la personne contact

Jeanne Rouy

Email de la personne contact recrut84@id-ong.org.

Date de fin de validité 26/06/2016



Les offres d'emploi sur
www.jobs-campus.com



Avis de recrutement



Poste: ASSISTANT(E) PROJET
Type d'emploi: CDD
Pays: Côte d'Ivoire
Adresse: ci@educarriere.net
Date limite de dépôt des dossiers: 10/06/2016
Description :
Dans le cadre de la mise en œuvre des activités du Projet de Sécurité Sanitaire Mondiale (Global Health Security) financé par le Gouvernement des Etats-Unis, à travers le CDC, la Cellule Centrale de Gestion Fiduciaire et de Suivi Programmatique (CCGFSP) du Ministère de la Santé et de l'Hygiène Publique lance un appel à candidature pour le poste ci-après :
1. ASSISTANT(E) PROJET
TYPE ET DUREE DU CONTRAT : CDD 1 AN RENOUVELABLE
LIEU : SIEGE INHP /CCGFSP A ABIDJAN
Sous la responsabilité du Directeur du Projet GHS/ INHP (investigateur principal) et la supervision directe du Coordonnateur Technique du Projet GHS/ INHP, l'Assistant (e) Projet sera chargée de :
Veiller à la disponibilité de tous les documents, outils, matériels et équipements pour la réalisation des activités prévues dans le plan
Aider à l'élaboration des termes de référence de toutes les formations et activités prévues dans le plan annuel
Assister le coordonnateur technique et les points focaux des Ministères pour la mise en oeuvre des activités ;
Orienter les points focaux des Ministères dans l'élaboration des plans annuels et des requêtes.
Elaborer les rapports d'activités mensuels, trimestriels et annuels en collaboration avec les points focaux des Ministères
Assurer la mise en place des documents de politique et outils pour le renforcement des capacités des bénéficiaires
PROFILS ET QUALIFICATIONS REQUISES
Avoir au moins un diplôme en Santé Publique ou en Epidémiologie
Avoir une bonne maîtrise du fonctionnement du système de santé en général et de la surveillance épidémiologique en particulier – Des compétences en évaluation des programmes de santé ou en gestion/administration de la santé seraient un atout
Avoir au moins trois (03) années d'expérience professionnelle dont au moins deux (02) dans la surveillance épidémiologique et gestion des urgences sanitaires
Avoir une excellente maîtrise du français écrit et parlé ;
– Avoir une bonne maîtrise de l'anglais écrit et parlé ;
Une expérience de travail avec les bailleurs intervenant dans le renforcement du système de surveillance épidémiologique serait un atout ,
Avoir une bonne connaissance des logiciels Word, Excel, Power Point et de la messagerie électronique ;
Disposer d'une bonne capacité à communiquer ;

Etre disponible et capable de travailler en équipe, sous pression dans un environnement multisectoriel
DUREE ET EVALUATION DE LA MISSION
Tous les contrats sont de un (1) an renouvelable. Les performances seront évaluées annuellement, sur la base d'un contrat de performance.
CONSTITUTION ET DEPOT DES DOSSIERS DE CANDIDATURE
Les candidat(e)s intéressé(e)s devront soumettre un dossier de candidature comprenant :
une lettre de motivation ;
un curriculum vitae (CV) détaillé avec la mention de deux (02) personnes de références
Les candidatures doivent mentionner le poste concerné et être adressées, sous pli fermé, à l'attention du Chef de la Cellule Fiduciaire, sise à Cocody- Angré, 7ème Tranche, Carrefour CITELECOM, Rue Forexi et Téléphone : 22 42 13 72
Date limite de dépôt des candidatures : 10 Juin 2016
NOTA BENE :
Les Candidatures féminines sont fortement encouragées.
Il s'agit d'un poste à temps plein qui ne peut être cumulé avec d'autres fonctions, dans le Secteur Privé ou au sein de l'administration.
Les candidat(e)s devront être disponibles sans délai pour leur prise de fonction.
Les postes sont ouverts aux indépendants et aux agents fonctionnaires de l'Etat de Côte d'Ivoire qui répondent aux critères. Les candidats fonctionnaires devront s'engager à fournir au moment du recrutement une attestation écrite du Ministère chargé de l'emploi du fait qu'ils bénéficient d'une mise en disponibilité et qu'ils sont autorisés à travailler à temps complet en dehors de leur poste officiel antérieur.
Seuls les Candidats retenus seront contactés pour la suite de la procédure de sélection.
Etape
Date
1. Publication avis de recrutements: 20 mai — 10 Juin 2016
2. Short liste: 14 Juin 2016
3. Entretien d'embauche: 16 Juin 2016
Les candidat(e)s intéressé(e)s devront soumettre un dossier de candidature comprenant :
une lettre de motivation ;
un curriculum vitae (CV) détaillé avec la mention de deux (02) personnes de références
Les candidatures doivent mentionner le poste concerné et être adressées, sous pli fermé, à l'attention du Chef de la Cellule Fiduciaire, sise à Cocody- Angré, 7ème Tranche, Carrefour CITELECOM, Rue Forexi et Téléphone : 22 42 13 72
Date limite de dépôt des candidatures : 10 Juin 2016
Années d'expériences: à partir de 3 mois
Age: 25 à 45 ans.

ADRESSES UTILES

Ouagadougou
Pompiers: 18/ 25 30 69 48/ 30 69 47
Hôpital ambulance: 25 30 66 44 /45
ONEA: 22 22 76/77 25 34 34 60 - 80 00 11 11
SONABEL: 25 30 61 00
Aéroport: 25 30 65 15
Police secours: 25 30 71 00
Gendarmerie: 25 31 33 40

Bobo-Dioulasso
Pompiers: 18
Hôpital ambulance: 20 97 00 45/ 20 97 00 44
ONEA: 20 97 65 65/ 20 97 00 09/10 - 80 00 11 11
SONABEL: 20 97 00 60 / 98 22 30
Aéroport: 20 97 00 70
Burkina secours: 20 97 01 43
Police secours: 17
Gendarmerie: 20 97 00 59/ 20 97 00 33

Sciences-Campus Info
Magazine Scientifique & Universitaire

Fondé le 26 août 2013.

02 BP 5805 Ouaga 02
Burkina Faso

Tél: + 226 76609721

E-mail: redaction@sc-mail.info

Site web:

www.sciences-campus.info

Publications semestrielles et quotidiennes

Autorisations

n°5509P/2013/ CAO/TGLO/P.F.

n°1238/2016/CAO-TGI/OUA/P.F

Administration

OTC

Fondation Sciences-Campus

Directeur de publication

GOW Siaka

Rédaction et reportage

Equipe Sciences-Campus Info

- Eliane Bayala

- Aris KUSIELE SOMDA

- Bernadette Dembélé

- Valentin Mano

- Rélwendé Hervé Roamba

Correspondants des provinces du Burkina

- Karim Ouattara

- Francois blanc

- Boureïma Sogoba

-Augustin Irwaya Ouedraogo

- Tigiane Antoine Ki

- Blaise Sama

- Jean Paul Yekpaye

- Gerégoire Zongo

- Mamadou Goh

- Désiré Guigma

- Jérôme Bissyendé

- Yves Sanou

- Frédéric Po0da

- Valentin Ouedraogo

- Blaise Sama

- Diloma Jacques

- Moumouni Guio

- Nicole Ouedraogo

- Amédée Silga

- Karim Koala

- Ouaboué Bakouan

- Albert Tarpaga

- Paul Soma

-Arjouman Saganogo

- Joseph Kaboré

-Valentin Singbéogo

- Issa Sepama

- Hermann Toé

Correspondants pays

Montage

Eliane BAYALA

Oeil du professionnel

Distribution

Téléchargeable sur:

www.sciences-campus.info

Abonnement, insertion, couverture

médiatique

+226 76609721

+226 72080505

+22672080303

E-mail: redaction@sc-mail.info

Représentation Bobo Dioulasso

Tél: +226 20954746

+226 72070909



Des questions de la recherche

Des questions des Universités

Des questions des Ecoles

Des questions d'Actualité

Des questions d'emplois

*Les réponses dans Sciences-Campus Info au quotidien
en version numérique à télécharger.*

*Téléchargez chaque jour le quotidien numérique
Sciences-Campus Info.*